

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

SESSION THÉMATIQUE SUR LE TERRORISME ET INTERNET

14 Novembre 2018

Strasbourg (France)

Palais de l'Europe (Salle 9)

PROGRAMME

Version en français

Cette Session Thématique d'une journée sur le Terrorisme et Internet se tiendra le 14 novembre 2018 à Strasbourg, au *Palais de l'Europe* (Salle 9).

Le Conseil de l'Europe vise à promouvoir l'inclusion complète des principales parties prenantes dans leurs rôles respectifs dans la lutte contre le terrorisme en ligne. Dans cette optique, cette Session Thématique vise à réunir des experts et des praticiens des 47 États membres du Conseil de l'Europe ainsi que des représentants d'entreprises et d'associations du secteur des technologies de l'internet et des télécommunications, des plateformes de réseaux sociaux et de différents moteurs de recherche pour partager des informations, échanger leurs vues et discuter des meilleures pratiques publiques et privées en matière de prévention et de lutte contre les infractions liées au terrorisme et la radicalisation menant au terrorisme en ligne.

D'autres parties prenantes activement impliquées dans le domaine de la lutte contre le terrorisme en ligne participeront également à la Session, notamment l'Office européen de police (aussi connue sous le nom d'Europol), qui, avec la Commission Européenne, apporteront une approche précieuse et vaste expérience au partage des meilleures pratiques.

Cette approche multipartite vise à initier des discussions et des présentations fructueuses d'un point de vue opérationnel et politique sur la manière dont tous les acteurs impliqués dans la lutte contre le terrorisme en ligne font face à cette menace qui évolue rapidement, ainsi que sur la façon d'entreprendre de meilleurs partenariats et mécanismes de coopération et d'améliorer ceux qui existent déjà. Ce dispositif régional, multi-niveaux et inclusif se développe grâce à la détermination et à l'expérience du Conseil de l'Europe qui rend possible la réunion d'une vaste gamme de représentants du secteur public et privé.

Les différentes sessions dans lesquelles cet événement a été divisé aborderont les trois principaux thèmes de l'interaction entre les autorités de l'État et les sociétés internet dans la lutte contre les infractions liées au terrorisme et la radicalisation conduisant au terrorisme en ligne, la suppression de contenus à caractère terroriste ainsi que d'éventuels contre-discours face au terrorisme. Ces thèmes ont été choisis pour être les plus propices à la coopération intersectorielle dans ce domaine.

Avec cette Session Thématique, le Conseil de l'Europe vise à atteindre des objectifs stratégiques, notamment:

- i. Le renforcement de la coopération entre les 47 États membres du Conseil de l'Europe et d'entreprises et associations du secteur des technologies de l'internet et des télécommunications, des plateformes de réseaux sociaux et de différents moteurs de recherche en vue d'atteindre des objectifs communs dans la lutte contre le terrorisme et la radicalisation qui conduit au terrorisme en ligne;
- ii. Une discussion sur comment éventuellement étendre les politiques nationales et régionales de lutte contre le terrorisme à la sphère géographique et politique du Conseil de l'Europe;

- iii. L'échange de vues et de considérations sur la nécessité d'établir des conditions générales d'utilisation pour les clients (comme une meilleure identification de ce qui constitue clairement de la propagande terroriste et/ou tous autres contenus illicites);
- iv. La discussion d'une éventuelle proposition d' une désignation future de points de contact dans chaque État membre et d'une personne de liaison pour chaque entreprise et association Internet qui pourrait servir de premier point de contact et coordonner le soutien et la collaboration avec le Conseil de l'Europe;
- v. L'élaboration de remarques finales pour une éventuelle action future du Conseil de l'Europe sur les mécanismes de coopération dans la lutte contre le terrorisme en ligne (sur la base des propositions soumises par les participants à la Session Thématique).

Mercredi, 14 Novembre 2018 - Agenda

- 09:30 - 09:45** **Ouverture de la Session Thématique et allocution de bienvenue**
- M. Jan Kleijssen, Directeur de la Société de l'information et de la lutte contre la criminalité du Conseil de l'Europe.
- Bienvenue, introduction et objectifs de la journée
- 09:45 - 10:00** **Remarques préliminaires**
- Ambassadeur Gábor Horváth, (Hongrie) Coordonnateur de la lutte contre le terrorisme, représentant du Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT).
- 10:00 - 11:30** **SESSION I: Lutte contre la propagande terroriste, la formation et le recrutement de terroristes en ligne: où en est l'interaction entre les autorités gouvernementales, les institutions et les entreprises Internet en 2018?**
- Modératrice/présidente:** Ambassadrice Corina Călugăru, Représentante permanente de la République de Moldova.
- Intervenants:**
- M. Ian James Bowden, Expert de l' « European Internet Referral Unit (EU IRU) », (Europol).
 - M. Marco Pancini, Directeur des Politiques Publiques et des Affaires Gouvernementales pour Google.
 - M. Holger Sperlich, Directeur à la Division des cyber-capacités des services de sécurité, Ministère fédéral de l'intérieur et M. Daniel Holznagel, Conseiller Juridique au Ministère Fédéral Allemand de la Justice et de la Protection des Consommateurs (Experts nationaux pour l'Allemagne).
 - M. Kristian Stanley, Chef de programmation européenne de prévention, Bureau du Royaume-Uni de la Sécurité et la lutte contre le terrorisme (Expert national pour le Royaume-Uni).
 - M. Timur Abregov, Procureur au Bureau du Procureur Général (Expert national pour la Fédération de Russie).
 - M. Maximilian Schubert, Vice-Président de EuroISPA (Association Européenne des fournisseurs de services internet).
- 11:30 - 12:00** *Pause-Café/Thé*
- 12:00 - 13:00** **SESSION II: Contre-discours face au terrorisme.**
- Modérateur/Président:** M. Liam Byrne, membre du Parlement (MP), Royaume-Uni.
- Intervenants:**
- M. Adam Hadley, Directeur de «Tech Against Terrorism».
 - M. Raffi Gregorian, Directeur de l'Office des Affaires Multilatérales du Bureau de lutte contre le terrorisme au Département d'État des États Unis (Expert national pour les États Unis).
 - M. Eirik Trønnes Hansen, Procureur au Service national norvégien de renseignements criminel (NCIS) (Expert national pour la Norvège).
 - M. Patrik Hiselius, Conseiller principal, Droits Numériques de la société Telia représentant ETNO (Association Européenne des Exploitants de Réseaux de Télécommunications).

- 13:00 - 14:30** *Pause déjeuner*
- 14:30 - 16:00** **SESSION III: Suppression de contenus à caractère terroriste: perspectives passées, présentes et futures.**
Modérateur/Président: Ambassadeur Emil Ruffer, Représentant permanent de la République tchèque.
- Intervenants:**
- M. Javier Castillejos Alsina, Chargé de mission, Unité de Terrorisme et radicalisation, DG HOME, Commission Européenne.
 - Mme Adina Braha-Honciuc, Directrice des Affaires Gouvernementales pour Microsoft.
 - M. Javier Allo Flores, Directeur des Renseignements, des Enquêtes et de la Prévention des Fraudes de Telefónica.
 - Mme Judith Lichtenberg, Directrice exécutive de l'Initiative du Réseau Mondial (GNI).
 - Mme Maud Sacquet, Politique publique, Senior Manager de «Computer & Communications Industry Association» (CCIA).
- 16:00 - 16:15** *Pause-Café/Thé*
- 16:15 - 16:45** **Remarques finales et perspectives futures**
- Ambassadrice Corina Călugăru, Représentante permanente de la République de Moldova.
 - Ambassadeur Emil Ruffer, Représentant permanent de la République tchèque.
 - M. Liam Byrne, membre du Parlement (MP), Royaume-Uni.
 - M. Mario Janecek, Président du Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT).
- 16:45** **Clôture de la Session Thématique / Mots de clôture**
M. Jan Kleijssen, Directeur de la Société de l'information et de la lutte contre la criminalité du Conseil de l'Europe.
- 17:00** **Réception**

Remarques Introductives

Contexte et objectif:

Au cours de cette introduction, M. Gábor Horváth, représentant du Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT), présentera la ligne d'action du Conseil de l'Europe dans la lutte contre cette menace en évolution rapide et de plus en plus complexe. L'une des questions qui sera abordée est celle concernant la Stratégie du Conseil de l'Europe contre le terrorisme, récemment adoptée, qui met particulièrement l'accent sur la prévention et la lutte contre l'incitation publique, la propagande, la radicalisation, le recrutement et la formation en lien avec le terrorisme sur internet par le biais de systèmes et réseaux informatiques.

M. Gábor Horváth soulignera également l'importance et les efforts continus que le Conseil de l'Europe déploie pour promouvoir la coopération avec les États membres, l'industrie de l'Internet, les communautés techniques et universitaires et des autres acteurs clés dans le domaine du contre-terrorisme en ligne. Tous les efforts doivent être harmonieux au sein de parties prenantes susmentionnées, afin d'atteindre le principal objectif commun d'élimination totale de toute forme d'infraction liée au terrorisme et de radicalisation conduisant au terrorisme sur Internet.

Session I

Lutte contre la propagande terroriste, la formation et le recrutement de terroristes en ligne: où en est l'interaction entre les autorités gouvernementales, les institutions et les entreprises Internet en 2018?

Contexte et objectif:

De nos jours, tant les sociétés internet que les États membres du Conseil de l'Europe ont un rôle essentiel à jouer dans la prévention et la lutte contre les infractions liées au terrorisme en ligne. Bien que la responsabilité première incombe aux États, les entreprises du secteur des technologies de l'internet et des télécommunications fournissent et contrôlent les aspects pertinents de l'infrastructure et des fonctionnalités susceptibles d'être utilisées de manière abusive par des terroristes et des extrémistes violents. Par conséquent, il est nécessaire de poursuivre des partenariats et des mécanismes de coopération avec et entre les entités gouvernementales, les institutions et les sociétés internet du secteur privé en vue de faciliter la réalisation des objectifs communs de lutte contre le terrorisme et la radicalisation menant au terrorisme sur internet et de renforcer le dialogue entre eux.

Le Conseil de l'Europe ayant pour objectif de faciliter l'interaction, la coopération et le dialogue entre les parties prenantes des secteurs public et privé, a l'intention, grâce à cette session, de placer les sociétés internet aux côtés des autorités nationales afin de présenter un aperçu de leurs partenariats et mécanismes de coopération actuels et de lancer un débat sérieux sur la façon d'amener une meilleure collaboration entre les parties tout en maintenant la promotion d'un engagement commun. Au cours de cette session, des experts nationaux participeront également à la présentation de leur point de vue sur le fonctionnement de leur législation concernant cette question.

Questions directrices/questions essentielles à débattre:

Lutte contre la propagande terroriste et le recrutement via internet: Acteurs impliqués.

Que faut-il faire/ fait-on actuellement dans le domaine privé et national pour lutter contre la propagation du terrorisme en ligne?

Que peut-on attendre du duo public-privé? Est-ce-que cette collaboration existe lors de l'élaboration des politiques de lutte contre le terrorisme en ligne?

Quelle est la valeur de ce partenariat?

Comment cette synergie permet-elle de lutter contre la radicalisation, l'extrémisme et le terrorisme sur internet? Comment de telles mesures peuvent-elles empêcher les terroristes potentiels de se radicaliser / de s'engager dans des groupes terroristes?

Collaboration entre les autorités de l'État et les sociétés internet: quelles mesures supplémentaires et mesures en cours sont nécessaires? Les instruments juridiques de lutte contre le terrorisme en ligne sont-ils efficaces et disponibles?

Ordre du jour

Objectif de la session (10 min)

Modératrice/présidente: Ambassadrice Corina Călugăru, Représentante permanente de la République de Moldova.

La modératrice guidera les présentations et les discussions des différents intervenants afin de créer un débat ouvert et constructif.

Contributions des intervenants / experts (max 10 min chacun)

- M. Ian James Bowden, Expert de l' « European Internet Referral Unit (EU IRU) », (Europol).
- M. Marco Pancini, Directeur des Politiques Publiques et des Affaires Gouvernementales pour Google.
- M. Holger Sperlich, Directeur à la Division des cyber-capacités des services de sécurité, Ministère fédéral de l'intérieur et M. Daniel Holznagel, Conseiller Juridique au Ministère Fédéral Allemand de la Justice et de la Protection des Consommateurs (Experts nationaux pour l'Allemagne).
- M. Kristian Stanley, Chef de programmation européenne de prévention, Bureau du Royaume-Uni de la Sécurité et la lutte contre le terrorisme (Expert national pour le Royaume-Uni).
- M. Timur Abregov, Procureur au Bureau du Procureur Général (Expert national pour la Fédération de Russie).
- M. Maximilian Schubert, Vice-Président de EuroISPA (Association européenne des fournisseurs de services internet).

Discussions sur les questions directrices et formulation de réponses et de recommandations (20 min)

Session II

Contre-discours face au terrorisme.

Contexte et objectifs de la session:

Le terrorisme est fondamentalement de la communication. Le processus de radicalisation évolue parallèlement au terrorisme et aux progrès de la technologie. Internet a transformé la manière dont les organisations terroristes atteignent et radicalisent les gens, avec des discours terroristes facilement accessibles mondialement grâce à l'utilisation de stratégies de communication extensives. Pour contester et contredire les thèmes inhérents au discours terroriste, les autorités nationales et d'autres parties prenantes ont mis au point des stratégies de contre-discours. Cependant, ces contre-discours ont été critiqués comme étant trop éloignés de ceux qu'ils ciblent. Par conséquent, la solution consisterait à donner aux parties prenantes les moyens d'accroître sur internet le volume des discours alternatifs positifs et efficaces. Ils viseraient des publics ciblés spécifiques, qui confrontent, contestent et contredisent le discours terroriste dans ses sujets intrinsèques en s'appuyant sur l'idéologie, la logique, les faits ou l'humour.

La session réunira des États, des organisations internationales et des entreprises du secteur privé afin d'explorer des moyens et de proposer des mesures concrètes pour développer, dans la mesure du possible, un contenu de contre-discours.

Questions directrices/questions essentielles à débattre:

Y a-t-il encore une compréhension limitée de ce qui constitue une campagne de contre-discours efficace?

Initiatives visant à lutter contre les discours terroristes aux niveaux supranational, international ou national.

Quelle est l'expérience réelle des États membres dans l'élaboration de contre-discours face au terrorisme?

Les plateformes de réseaux sociaux et les moteurs de recherche peuvent-ils publier des contre-discours sans nuire à leurs conditions de fonctionnement et à leurs principes?

Comment assurer une approche compatible avec les droits de l'homme.

Comment trouver le bon équilibre: lutter contre le terrorisme et la radicalisation, tout en garantissant la liberté d'expression et l'accès à l'information, comprenant la protection de données personnelles.

Ordre du jour

Objectif de la session (10 min)

Modérateur/Président: M. Liam Byrne, membre du Parlement (MP), Royaume-Uni.

M. Liam Byrne présentera le rapport sur les contre-discours face au terrorisme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Contributions des intervenants / experts (max 10 min chacun)

- M. Adam Hadley, Directeur de «*Tech Against Terrorism*».
- M. Raffi Gregorian, Directeur de l'Office des Affaires Multilatérales du Bureau de lutte contre le terrorisme au Département d'État des États Unis (Expert national pour les États Unis).
- M. Eirik Trønnes Hansen, Procureur au Service national norvégien de renseignements criminel (NCIS) (Expert national pour la Norvège).
- M. Patrik Hiselius, Conseiller principal, Droits Numériques de la société Telia représentant ETNO (Association Européenne des Exploitants de Réseaux de Télécommunications).

Discussions sur les questions directrices et formulation de réponses et de recommandations (20 min)

Session III

Suppression de contenus à caractère terroriste: perspectives passées, présentes et futures.

Contexte et objectifs de la session:

Les terroristes et les extrémistes violents utilisent de façon abusive des plates-formes de réseaux sociaux, des hébergeurs de contenu en ligne, des services de messagerie et des plates-formes de communication pour promouvoir par le biais de messages et /ou de publications un discours de haine, la propagande, la radicalisation et le recrutement de combattants terroristes étrangers. Dans ce contexte, des efforts continus et des actions soigneusement ciblées sont indispensables. Par conséquent, le but de cette session est d'explorer l'ensemble des mesures utilisées au niveau privé et public pour éliminer d'internet ce type de contenu à caractère terroriste et extrémiste. Une attention particulière sera accordée à l'impact futur de la récente proposition de Règlement de la Commission Européenne relatif à la prévention de la diffusion de contenus à caractère terroriste en ligne. À la suite de ce raisonnement, la session présentera des moyens d'identifier le matériel terroriste sur Internet et d'informer les fournisseurs de services Internet en vue de supprimer le contenu illégal.

Questions directrices / questions essentielles à débattre:

Le rôle des entreprises technologiques - telles que les plates-formes d'hébergement Web, les applications de communication et les plates-formes de réseaux sociaux - dans le partage du contenu.

Nouvelles tactiques et nouvelles technologies pour limiter la disponibilité de contenus à caractère terroriste en ligne.

Identifier les extrémistes avant qu'ils constituent une menace en ligne.

Les plateformes de réseaux sociaux et les moteurs de recherche ont-ils du mal à supprimer du contenu à caractère terroriste?

Capacités opérationnelles publiques pour éliminer le contenu à caractère terroriste.

Comment fonctionne la nouvelle procédure d'élimination du contenu à caractère terroriste?

Pourquoi avons-nous besoin d'une législation pour éliminer les contenus à caractère terroriste en ligne?

Comment se prémunir contre le risque d'élimination erronée de contenu légal?

Ordre du jour

Objectif de la session (10 min)

Modérateur/Président: Ambassadeur Emil Ruffer, Représentant permanent de la République tchèque.

Contribution des intervenants/experts (max 10 min chacun)

- M. Javier Castillejos Alsina, Chargé de mission, Unité de Terrorisme et radicalisation, DG HOME, Commission Européenne.
- Mme Adina Braha-Honciuc, Directrice des Affaires Gouvernementales pour Microsoft.
- M. Javier Allo Flores, Directeur des Renseignements, des Enquêtes et de la Prévention des Fraudes de Telefónica.
- Mme Judith Lichtenberg, Directrice exécutive de l'Initiative du Réseau Mondial (GNI).
- Mme Maud Sacquet, Politique publique, Senior Manager de «Computer & Communications Industry Association» (CCIA).

Discussions sur les questions directrices et formulation de réponses et de recommandations (20 min)

Remarques finales et perspectives futures

Contexte et objectif:

L'idée est de fournir un résumé avec les principales conclusions / résultats des trois différentes sessions. Par conséquent, les trois modérateurs des sessions présenteront les principales recommandations résultant de leurs panels respectifs. À la fin, M. Mario Janecek donnera un aperçu général / synopsis de l'ensemble de la Session Thématique, ainsi que de la perspective future de la lutte contre le terrorisme en ligne conçue par les participants à cette session thématique.

Ordre du jour

Contribution des intervenants/experts

Remarques finales

- Ambassadrice Corina Călugăru, Représentante permanente de la République de Moldova.
- Ambassadeur Emil Ruffer, Représentant permanent de la République tchèque.
- M. Liam Byrne, membre du Parlement (MP), Royaume-Uni.

Conclusion générale et perspectives d'avenir

- M. Mario Janecek, Président du Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT).

Clôture de la Session Thématique / Mots de clôture

M. Jan Kleijssen, Directeur de la Société de l'information et de la lutte contre la criminalité du Conseil de l'Europe clôturera le Session Thématique. Comme l'utilisation d'internet à des fins terroristes représente une menace globale nécessitant une réponse globale, cette Session Thématique représente une nouvelle étape vers l'élaboration nécessaire de nouveaux mécanismes de coopération. De ce fait, le Conseil de l'Europe exprimera sa gratitude aux participants et aux parties prenantes concernées pour leur précieuse contribution à cet échange de vues et de bonnes pratiques en matière de prévention et de lutte contre les infractions liées au terrorisme et l'extrémisme violent sur Internet.